



NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/NGO/24
23 janvier 1962
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE
LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET
DE LA PROTECTION DES MINORITES
Quatorzième session
Point 5 de l'ordre du jour

ETUDE DES MESURES DISCRIMINATOIRES DANS LE DOMAINE DES DROITS POLITIQUES

Exposé présenté par la Fédération syndicale mondiale, organisation
non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie A

Le Secrétaire général a reçu l'exposé suivant qu'il communique conformément
aux paragraphes 28 et 29 de la résolution 288 B (X) du Conseil économique et social.

Exposé daté du 23 janvier 1962

reçu le 23 janvier 1962

1. Se référant à l'Etude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits
politiques (E/CN.4/Sub.2/213), la Fédération syndicale mondiale voudrait développer
les importantes considérations exposées par le Rapporteur spécial,

M. Hernán Santa Cruz, lorsqu'il a dit :

"L'exercice effectif des droits politiques constitue un moyen d'accéder
à tous les autres droits et libertés." ... "Non moins importants sont les
droits économiques, sociaux et culturels" ... "les droits politiques perdent
toute signification si le respect des droits économiques, sociaux et culturels
n'est pas garanti ... l'absence de l'une (de ces deux catégories de droits)
rend la jouissance de l'autre incomplète sinon impossible."

2. Les vues de la FSM à cet égard sont clairement exposées dans le rapport
principal que le Secrétaire général, M. Louis Salliant, a présenté au Cinquième
Congrès syndical mondial (décembre 1961). Il y est dit :

"La conquête et la défense des droits syndicaux sont inséparables de la
conquête et de la défense de la démocratie. Les travailleurs ont appris par
expérience qu'une offensive contre les droits syndicaux accompagne toujours
les attaques contre les droits démocratiques, et vice versa." 1/

1/ Traduction de l'anglais.

62-01806

/...

3. M. Santa Cruz ayant souligné, dans le cadre de son examen de la nature et de l'étendue de la discrimination dans le domaine des droits politiques, l'importance des droits qui ont des liens extrêmement étroits avec les droits politiques, la FSM présente les observations ci-après touchant la nature et l'étendue de la discrimination dans le domaine des droits syndicaux.
4. Ces observations ont été préparées non en vue de critiquer l'action d'aucun gouvernement, mais, comme l'a dit M. Santa Cruz à propos de son étude, dans l'espoir que les informations fournies puissent servir de façon constructive à aider la Sous-Commission à formuler des propositions tendant à l'élimination d'une telle discrimination, où qu'elle existe.
5. La discrimination à l'égard des syndicats et de leurs membres, souvent étroitement liée à des mesures discriminatoires dans le domaine politique, peut revêtir des formes variées et s'exercer dans de nombreux secteurs.
6. Les mesures discriminatoires peuvent prendre la forme de lois d'exception qui, si elles demeurent en vigueur longtemps après que la situation d'urgence qui les a provoquées a pris fin, peuvent permettre de maintenir en prison des syndiqués ou de les contraindre à rester en exil. De telles situations sont aggravées lorsque les luttes économiques sont considérées comme des insurrections militaires tombant sous le coup de la loi martiale et entraînant la peine de mort.
7. Lorsque des forces militaires au pouvoir dissolvent des syndicats en même temps que des partis politiques, il arrive souvent que les travailleurs soient victimes d'actes de terrorisme et de massacres; des milliers peuvent être arrêtés, voire même exécutés.
8. Des syndicats peuvent être dissous par ordre du gouvernement dans les cas où d'autres moyens - révocations, expulsions, arrestations - ne réussissent pas à arrêter les luttes actives pour le progrès économique et social.
9. Dans les pays où les syndicats conservent le droit d'exercer leur activité, des employeurs puissants peuvent néanmoins user de leur influence politique pour faire adopter des mesures répressives.
10. Des manifestations pacifiques de masse peuvent donner à la police ou à l'armée l'occasion de tirer sur les ouvriers, lorsque les buts recherchés par les manifestants déplaisent à un groupe dominant d'employeurs.
11. Les lois contre la grève peuvent souvent être invoquées par des employeurs pour expliquer et justifier le recours à la force et à la violence en vue d'étouffer les aspirations économiques et sociales des travailleurs.

/...

12. Une autre forme de discrimination peut résulter d'une loi ou d'une autre disposition promulguée par le gouvernement à l'effet d'interdire à certaines catégories de salariés d'exercer une action économique. De telles restrictions visent généralement les fonctionnaires, les cheminots, les enseignants, etc., dont l'action économique, dit-on, "compromet l'intérêt national".

13. La discrimination peut revêtir les formes plus générales suivantes : a) annulation par le gouvernement d'élections à des organismes syndicaux; b) nomination de dirigeants de syndicats par une décision de la préfecture; c) emprisonnement de syndicalistes militants par décret administratif; d) poursuites devant des tribunaux d'exception; e) réquisition de travailleurs par le gouvernement en cas de grèves.

14. Une forme directe de discrimination politique est exercée lorsque des employeurs, avec ou sans le concours du gouvernement, cherchent à résister à un mouvement sincère d'organisation syndicale, en stigmatisant et pénalisant des ouvriers du seul fait qu'ils décident de s'affilier à un syndicat donné. Il en est de même lorsqu'on empêche certains travailleurs, à cause de leurs convictions politiques personnelles, de se présenter aux élections pour les postes de direction des syndicats ou d'occuper de tels postes. On peut avoir recours à des moyens de ce genre pour provoquer l'emprisonnement de certains dirigeants efficaces ou leur déportation ou, encore, pour restreindre leur liberté de mouvement au point de les mettre dans l'impossibilité d'exercer une activité syndicale.

15. Il arrive parfois que des mesures législatives soient adoptées en vue de légaliser l'ingérence du gouvernement dans les élections syndicales et autres affaires intérieures des syndicats, telles que le contrôle des finances et de l'administration des syndicats.

16. La FSM tient à signaler tout particulièrement le maintien de ce que l'on a appelé au sein de la Sous-Commission les vestiges ou les restes du régime colonial. Alors que des centaines de millions d'hommes et de femmes se sont libérés de la domination coloniale, des millions d'autres, qui souffrent encore sous le joug du colonialisme, n'ont aucun droit en matière syndicale et demeurent les travailleurs les plus exploités du monde, faisant ainsi ressortir combien il est nécessaire que tous les organismes des Nations Unies fassent d'urgence des efforts encore plus résolus pour supprimer, le plus tôt possible, tout ce qui reste du régime colonial.

/...

17. Quelque 130 plaintes formelles touchant des atteintes à des droits fondamentaux ont été déposées auprès du Bureau international du Travail (BIT) depuis 1957. La FSM est fermement convaincue qu'il ne suffit pas de s'en remettre uniquement au BIT pour assurer le respect des droits syndicaux, en particulier lorsque les atteintes portent à la fois sur des droits politiques et d'autres droits de l'homme, sans qu'une dissociation ne soit possible.

18. Outre la mesure importante que représente l'adoption d'un projet de principes en matière de droits politiques, il est une autre mesure que, de l'avis de la FSM, la Sous-Commission pourrait à bon droit prendre : il s'agirait de lancer un appel à tous les gouvernements pour qu'ils ratifient et appliquent trois Conventions de l'OIT (Nos 84, 98 et 111) concernant respectivement le droit d'association, le droit de négociation collective des travailleurs et les principes visant à mettre fin à la discrimination en matière d'emploi.

19. La FSM a récemment collaboré à la création d'une Commission juridique et syndicale internationale, composée de membres de syndicats de tendances différentes et variées et d'éminents juristes démocrates de nombreux pays. Le Cinquième Congrès syndical mondial a dit de cette Commission qu'elle permet d'allier l'action collective syndicale traditionnelle, qui est indispensable, à l'action juridique, que les syndicats ne devraient pas sous-estimer.

20. Enfin, la représentante de la Commission de la condition de la femme a informé la Sous-Commission de la discrimination spéciale qui est encore largement exercée à l'égard des femmes. Cette discrimination n'est pas limitée au domaine des droits politiques proprement dits. Dans de nombreux cas, le sexe fait obstacle à l'emploi; souvent, les femmes sont moins rémunérées que les hommes, pour le même travail; l'accès à certaines professions est rendu deux fois plus difficile aux femmes qu'aux hommes; enfin, les femmes et les hommes n'ont pas encore, dans tous les pays, des possibilités égales en matière d'éducation.

21. De nombreuses mesures discriminatoires du même genre frappent les jeunes qui, par exemple, ne se voient offrir que des possibilités limitées en matière de formation professionnelle, ou même, parfois, en sont totalement privés, si bien que leur jouissance des droits économiques, sociaux et culturels est entravée et restreinte de façon discriminatoire.

22. Reconnaissant qu'une discrimination spéciale existe encore dans ces domaines, le Cinquième Congrès syndical mondial a ordonné la convocation en 1963 d'une

/...

deuxième conférence syndicale internationale sur les problèmes des travailleuses ainsi que la convocation d'une autre conférence internationale qui devra se réunir prochainement pour étudier les problèmes que pose la formation professionnelle des jeunes travailleurs et formuler un programme destiné à atténuer les mesures discriminatoires spéciales dont les jeunes font l'objet.

23. La Fédération syndicale mondiale estime qu'il y a lieu de tenir compte de toutes les considérations qui précèdent à l'occasion de l'élaboration par la Sous-Commission du projet de principes relatifs à la liberté et à la non-discrimination en matière de droits politiques, conformément aux conclusions de M. Santa Cruz qui a souligné dans son étude la connexité et l'interdépendance des droits politiques et d'autres droits, économiques, sociaux et culturels, garantis par la Déclaration universelle des droits de l'homme.
